

Service public fédéral Emploi,  
Travail et Concertation sociale

**ADMINISTRATION DES  
RELATIONS COLLECTIVES  
DU TRAVAIL**  
Direction du Greffe



Federale overheidssdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
**ADMINISTRATIE VAN DE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN**  
Directie van de Griffie

**ERRATUM**

Sous-commission paritaire de  
l'industrie textile de l'arrondissement  
administratif de Verviers.  
n° 120.01

**CCT n° 64912/CO/120.01  
du 28/11/2001**

Correction du texte en néerlandais :

- à l'article 16 h du chapitre VI, la  
référence : « een aanvullende  
bijdrage van 0,45 p.c. » est remplacée  
par la référence suivante : « een  
aanvullende bijdrage van 0,40 p.c. ».

**Décision du** 26-06-2003

**ERRATUM**

Paritair subcomité voor de  
textielnijverheid uit het administratief  
arrondissement Verviers.  
nr. 120.01

**CAO nr. 64912/CO/120.01  
van 28/11/2001**

Verbetering van de Nederlandse  
tekst :

- in het artikel 16 h van het hoofdstuk  
VI wordt de verwijzing : « een  
aanvullende bijdrage van 0,45 p.c. »  
vervangen door de volgende  
verwijzing : « een aanvullende  
bijdrage van 0,40 p.c. ».

**Beslissing van** 26-06-2003

4

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE  
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28/11/2001 CONCERNANT LA  
COORDINATION DES STATUTS DU FONDS SOCIAL DENOMME FONDS DE SECURITE  
D'EXISTENCE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE VERVIERS A LA DATE DU 01/01/2001**

---

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises textiles ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de **Verviers**. Pour l'application de la présente convention, on entend par « ouvrier » les ouvriers et les ouvrières.

Article 2

Les statuts coordonnés du fonds social dénommé "Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers" sont joints en annexe.

Article 3

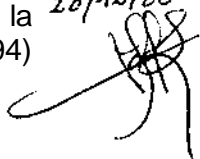
La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01 janvier 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 4

La convention collective de travail du 21/04/1981 instituant le fonds social dénommé "Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers" et en fixant les statuts (A.R. du 14/09/1981 - M.B. du 02/10/1981) modifiée par la convention collective de travail du 03/02/1986 (A.R. du 10/07/1986 - M.B. du 08/08/1986), par la convention collective de travail du 23/11/1987 (A.R. du 12/04/1988 - M.B. du 29/04/1988), par la convention collective de travail du 26/09/1988 (A.R. du 08/12/1988 - M.B. du 26/00/1088) et par la convention collective de travail du 22/11/1993 (A.R. du 11/07/1994 - M.B. du 21/09/1994) est abrogée *au 31/12/2000*

28/12/88



NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

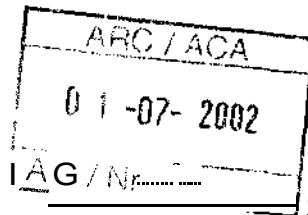
07 -10- 2002

03 -01- 2002  
N°

64912 / 10/12002

# FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE DE L'INDUSTRIE

## TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS



### STATUTS COORDONNES

#### CHAPITRE I.- DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

##### Article 1.-

Le 1<sup>er</sup> janvier 1981 est institué un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence de l'Industrie Textile de l'arrondissement administratif de Verviers".

##### Article 2.-

Le siège social du Fonds est établi à Verviers, à l'adresse suivante : rue de Bruxelles, 41, 4800 Verviers.

#### CHAPITRE II.- OBJET

##### Article 3.-

Le Fonds a pour objet :

- 1°) de percevoir des cotisations nécessaires à son fonctionnement;
- 2°) d'octroyer des avantages sociaux complémentaires aux ouvriers visés à l'article 4;
- 3°) d'assurer la liquidation de ces avantages;
- 4°) la prise en charge des cotisations spéciales patronales sur la prépension conventionnelle à temps plein et à mi-temps;
- 5°) de rétribuer aux organisations représentatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux.

#### CHAPITRE III.- CHAMP D'APPLICATION

##### Article 4.-

Les présents statuts s'appliquent aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01).

Sauf disposition contraire, il est entendu dans les présents statuts par "ouvriers" : les ouvriers et ouvrières.

#### **CHAPITRE IV.- OCTROI ET LIQUIDATION DES AVANTAGES SOCIAUX COMPLEMENTAIRES**

##### **Article 5.-**

Les ouvriers visés à l'article 4 ont droit à des avantages sociaux complémentaires à charge du Fonds dont la nature, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et rendue obligatoire par arrêté royal.

##### **Article 6.-**

En aucun cas, la liquidation des avantages sociaux complémentaires ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

#### **CHAPITRE V.- GESTION**

##### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

##### **Article 7.-**

Le Fonds est géré par un Conseil d'administration, composé **paritairement** de représentants d'employeurs et d'ouvriers. Le Conseil est composé de huit membres, à savoir : quatre représentants des employeurs et quatre représentants des ouvriers.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés - et ce, à concurrence d'une moitié pour chacun des deux groupes - respectivement par les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des travailleurs qui sont appelés à présenter des membres de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, à savoir actuellement : Fébeltex et les sections régionales **verviétoises** de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique, Textile, Vêtement et Diamant (F.G.T.B., Textile, Vêtement, Diamant) et de la C.S.C. Textura.

La durée du mandat des administrateurs est de quatre ans.

Le mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (**S-C.P.** 120.01). Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la sous-commission paritaire appartenant au même groupe que le membre, dont le mandat prend fin.

##### **Article 8.-**

Le Conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et un vice-président.

9

Par alternance annuelle, la présidence est assurée les années paires, par un membre du Conseil d'administration représentant les organisations syndicales et les années impaires, par un membre du Conseil d'administration représentant les employeurs.

Pour la vice-présidence, l'alternance est inversée.

#### Article 9.-

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts du Fonds l'exigent, sur la convocation de son président. Celui-ci est tenu de convoquer le Conseil à la demande de trois de ses membres.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis par le secrétaire désigné par le Conseil d'administration, signés par le président de séance et soumis à l'approbation du Conseil d'administration. Les extraits ou copies de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou deux membres du Conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le vote n'est valable que si les deux tiers des membres représentant les employeurs et les deux tiers des membres représentant les travailleurs sont présents.

Un membre du Conseil empêché pourra donner mandat par écrit à un de ses collègues de le représenter, sans qu'un membre de ce Conseil puisse remplacer plus d'un collègue absent.

#### Article 10.-

Le Conseil d'administration délègue à la Fédération Patronale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers l'administration du Fonds. Elle en assure la gestion journalière et exécute les décisions prises par le Conseil d'administration.

#### Article 11.-

Le Conseil d'administration examine et se prononce sur les rapports et documents lui communiqués par l'administrateur du Fonds. Le Conseil d'administration a notamment pour mission de :

- a) proposer à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et ce, à l'échéance de chaque année civile, le taux de la cotisation à fixer par ladite sous-commission paritaire, pour l'année civile suivante s'il échet. A cet effet, le Conseil d'administration prend en considération d'une part, le volume des rémunérations qui servent de base au calcul des cotisations et d'autre part, le coût des avantages sociaux dont le Fonds doit assurer le service, ainsi que le coût des frais d'administration;
- b) administrer le Fonds et prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) déterminer le montant et les modalités de perception des frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à les couvrir.

- 4
- d) présenter chaque année, dans le courant du mois de juin, à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de **Verviers**, un rapport écrit sur sa gestion de l'exercice écoulé.

#### Article 12.-

Les membres du Conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qui leur est imparti.

#### Article 13.-

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues au nom du Fonds et à la poursuite et la diligence du Président du Conseil ou d'un membre du Conseil **d'administration** délégué à cette fin.

Le Conseil **d'administration** peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tierces personnes.

Les actes de gestion journalière sont signés par les personnes désignées à cet effet par le Conseil d'administration.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Conseil a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe sans que ces administrateurs ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

#### Article 14.-

Le Fonds peut procéder juridiquement pour le recouvrement des cotisations et à cette fin, peut faire procéder aux saisies conservatoires et aux saisies d'exécution, y compris pour les Fonds suivants :

- Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile **verviétoise**;
- Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers.

#### Article 15.-

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des intérêts matériels et moraux du Fonds, sans préjudice toutefois de ceux réservés à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, par la loi ou par les présents statuts.

4

Le Conseil d'administration peut notamment faire passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, acquérir, aliéner, prendre et donner à bail tous biens et immeubles nécessaires à la réalisation du but social, faire tous emprunts à court et à long terme, consentir tous droits réels sur les biens sociaux tant mobiliers qu'immobiliers, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres, consentir la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions, saisies et autres **empêchements**, avec ou sans constatation du paiement, renoncer à l'action résolutoire, nommer et révoquer tous directeurs ou agents, fixer leurs traitements, leurs attributions et le cas échéant, leur cautionnement, arrêter tous règlements d'ordre intérieur, compromettre et transiger.

## CHAPITRE VI.- FINANCEMENT

### Article 16.-

Le financement des avantages sociaux se fait comme suit :

- a) pour les bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période 1981-1985, sous forme d'avances sans intérêt à charge du Ministère des Affaires Economiques et par une cotisation patronale;  
  
cette cotisation patronale couvre jusqu'au 31 décembre 1985 1 % des dépenses annuelles et est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986, affectée au remboursement des avances sans intérêt;
- b) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1986 au 31 décembre 1990, par le budget du Ministère des Affaires Economiques;
- c) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale de 0,20 % des salaires bruts;
- d) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale complémentaire de 0,10 % des salaires bruts, perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1991, de sorte que la cotisation totale prévue aux c) et d) est de 0,30 %;
- e) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1992 au 31 décembre 1992, par une cotisation patronale complémentaire de 0,30 % des salaires bruts, perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d) et e) est de 0,60 %;
- f) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1994, par une cotisation patronale complémentaire de 0,35 % des salaires bruts, qui sera perçue à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1993, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e) et f) est de 0,95 %;
- g) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1996, par la cotisation patronale de 0,95 % dont question au littéra f) ci-dessus;

- 4
- h) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 1998, par une cotisation complémentaire de 0,40 % des salaires bruts, perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e), f), g) et h) est de 1,35 %;
  - i) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2000, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, le calcul de la rémunération nette de référence s'effectue sur base du salaire normal à 100 %.

- j) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2002, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).

#### Article 17.-

- a) Les avances sans intérêt, dont question à l'article 16 a) sont mises trimestriellement et anticipativement sur base d'un budget annuel à la disposition du Fonds. Les avances sans intérêt couvrent 99 % des dépenses découlant de l'exécution de la convention collective de travail visée à l'article 5.
- b) Les cotisations patronales prévues à l'article 16 a) sont perçues selon les dispositions de l'article 19 et sont versées à la fin de chaque trimestre civil sur le compte du Ministère des Affaires Economiques jusqu'au moment où les avances sans intérêt seront remboursées.

#### Article 18.-

- a) La cotisation patronale prévue à l'article 16, a), s'élève à 1 % des dépenses annuelles découlant de la convention collective de travail visée à l'article 5, eu égard aux prépensionnés bénéficiaires désignés à l'article 16, a). Elle est à calculer sur les salaires bruts à 100 %. Le taux de cotisation est fixé à 0,025 %.
- b) La cotisation de 0,025 % dont question au littera a) ci-dessus est perçue trimestriellement par le Fonds et est calculée sur les salaires bruts des quatre trimestres de l'année précédente.
- c) La cotisation dont question à l'article 16, h), est perçue trimestriellement par le Fonds et est calculée sur les salaires bruts du trimestre échu.

#### Article 19.-

- a) Les cotisations sont perçues par le Fonds de sécurité d'existence de Verviers.

Le montant des cotisations est appelé aux quatre dates suivantes de chaque année : les 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> décembre.

Les cotisations dues pour chaque trimestre doivent être payées par l'employeur au plus tard le dernier jour du trimestre en cours.

Les sommes dues pour chaque trimestre doivent être versées par l'employeur auprès d'une banque déterminée par le conseil d'administration.



- 4
- b) L'employeur fait parvenir au Fonds, par trimestre et dans le même délai prévu à l'article précédent, une copie du relevé de la déclaration trimestrielle à l'O.N.S.S.

Article 20.-

Les cotisations non payées à l'expiration des 30 jours qui suivent la date de l'appel de Fonds adressé à l'employeur donnent, en outre, lieu à une majoration de 10 % sur le montant des cotisations dues, augmentée d'un intérêt de retard de 10 % sur le même montant, sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.

Aussi bien pour la perception des cotisations que pour le paiement des allocations sociales, le délai de prescription correspond à celui appliqué par l'Office National de Sécurité Sociale.

Article 21.-

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 14 janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et rendue obligatoire par arrêté royal.

**CHAPITRE VII.- BUDGETS ET COMPTES**

Article 22.-

Les comptes du Fonds seront vérifiés, annuellement et sur place, par l'Inspection des Finances auprès du Ministère des Affaires Economiques et par les services compétents de ce Ministère.

Le Fonds soumettra chaque année avant le 28 février, la situation des comptes au Ministère des Affaires Economiques. Le budget pour l'année suivante sera soumis au Ministère des Affaires Economiques avant le 31 décembre. Une révision du budget est possible avant le 1<sup>er</sup> juillet.

Article 23.-

L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 24.-

Chaque année, au plus tard, pendant le mois de décembre, un budget est soumis à l'approbation, pour l'année suivante, de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 25.-

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

## CHAPITRE VIII.- CONTROLE

### Article 26.-

Le Conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou expert-comptable, désignés par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

### Article 27.-

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers pendant le mois de juin au plus tard.

## CHAPITRE IX.- LIQUIDATION

### Article 28.-

Les avances sans intérêt prévues à l'article 17 sont remboursées par le Fonds. Le remboursement se fera annuellement et commencera après une période de cinq ans. Il sera égal au produit de la cotisation patronale supplémentaire qui sera prélevée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986. Le taux de cette cotisation supplémentaire sera au moins égal au taux de cotisation moyen fixé pour les années 1981 jusque et y compris 1985.

## CHAPITRE X.- DISSOLUTION

### Article 29.-

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision unanime de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, lorsqu'il a satisfait à ses obligations résultant de l'accord protocolaire du 17 mars 1981 entre les organisations patronales et syndicales, le Ministre des Affaires Economiques et le Ministre de l'Emploi et du Travail, octroyant une indemnité complémentaire sous forme d'une prépension conventionnelle, et après que les avances visées à l'article 28 ont été remboursées.

### Article 30.-

Lorsque des liquidités restent disponibles lors de la dissolution du Fonds, la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs rémunérations.

Les capitaux restants du Fonds sont répartis comme suit :

Les ouvriers bénéficiaires reçoivent les avantages sociaux complémentaires, fixés par convention collective de travail conclue en application de l'article 5 de ces statuts, à partir de la date de la mise en liquidation du Fonds et jusqu'à épuisement complet des capitaux restants du Fonds.

9

Article 31.-

Il Les parties demandent que les présents statuts soient rendus obligatoires par arrêté royal.

Fait à Verviers, le 28 juin 2002.

La F.G.T.B. Textile Vêtement et Diamant,  
Ch. HAUGLUSTAINE

La Patronale Textile de Verviers,  
M. SIMONIS

07-10-2002

03-01-2003

NR.  
N°

64912 10/120.01

6

Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 28/11/2001 betreffende de coördinatie van de statuten van het Sociaal fonds genaamd "Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers" de dato 01/01/2001**

---

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan de werklieden en de werksters.

Artikel 2.

De gecoördineerde statuten van het sociaal fonds genaamd "*Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers*" zijn bijgevoegd als bijlage.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 januari 2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Artikel 4.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21/04/1981 tot oprichting van het Sociaal fonds genaamd "*Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de Verviers*" en tot vaststelling van zijn statuten (K.B. 14/09/1981 - B.S. 02/10/1981) gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 03/02/1986 (K.B. 10/07/1986 - B.S. 08/08/1986), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 23/11/1987 (K.B. 12/04/1988 - B.S. 29/04/1988), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26/09/1988 (K.B. 08/12/1988 - B.M. 28/12/1988) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22/11/1993 (K.B. 11/07/1994 - B.M. 21/09/1994) wordt opgeheven op 31/12/2000.

4

**FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID VAN DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET  
ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT VERVIERS**

**GECOÖRDINEERDE STATUTEN**

**Hoofdstuk I.- Benaming en maatschappelijke zetel**

Artikel 1.-

Met ingang van 1 januari 1981 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genoemd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers".

Artikel 2.-

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Verviers op het volgende adres: rue de Bruxelles, 41, 4800 Verviers.

**Hoofdstuk II.- Doel**

Artikel 3.-

Het Fonds heeft tot doel:

1. het innen van de bijdragen, nodig voor zijn werking;
2. het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de werklieden en werksters bedoeld in artikel 4;
3. de uitkering van deze voordelen te verzekeren;
4. het ten laste nemen van de speciale werkgeversbijdragen op het voltijds en halftijds conventioneel brugpensioen;
5. het betalen aan de representatieve organisaties van de administratie- en beheerskosten betreffende de betaling van de sociale voordelen.

**Hoofdstuk III.- Toepassingsgebied**

Artikel 4.-

Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01).

Behoudens tegengestelde bepaling wordt in deze statuten onder "werklieden" verstaan, de werklieden en werksters.

**Hoofdstuk IV.- Toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen**

Artikel 5.-

De in artikel 4 bedoelde werklieden hebben recht op aanvullende sociale voordelen ten laste van het fonds waarvan de aard, het bedrag, de **toekenningsvoorwaarden** en de uitkeringsmodaliteiten worden vastgesteld bij een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement **Verviers**, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 6.-

De uitkering van de aanvullende voordelen mag in geen geval afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen welke hem zijn opgelegd.

**Hoofdstuk V.- Beheer**

RAAD VAN BEHEER

Artikel 7.-

Het Fonds wordt beheerd door een Raad van beheer die paritair is samengesteld uit afgevaardigden van de werkgevers en de werknemers. De raad bestaat uit acht leden, namelijk: vier afgevaardigden van de werkgevers en vier afgevaardigden van de werknemers.

De leden van de Raad van beheer worden aangeduid - en dit met een helft voor elk van de twee groepen - respectievelijk door de representatieve beroepsorganisaties van de werkgevers en van de werknemers die de leden van het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers moeten voordragen, momenteel namelijk: Febeltex en de regionale afdelingen van Verviers van het Algemeen Belgisch Vakverbond Textiel, Kleding en Diamant (A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant) en van het A.C.V. Textura.

De duur van het mandaat van de beheerders bedraagt vier jaar.

Het mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01). In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Subcomité dat behoort tot dezelfde groep als het lid waarvan het mandaat een einde nam.

Artikel 8.-

Elk jaar duidt de Raad van beheer in zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Via een jaarlijkse beurtrol zal het voorzitterschap tijdens de even jaren worden uitgeoefend door een lid van de Raad van beheer die de vakorganisaties vertegenwoordigt en de oneven jaren door een lid van de Raad van beheer die de werkgevers vertegenwoordigt.

Voor het ondervoorzitterschap is de beurtrol omgekeerd.

### Artikel 9.-

De Raad van beheer vergadert wanneer de belangen van het Fonds het nodig achten op uitnodiging van de voorzitter. Hij is verplicht de raad bijeen te roepen op vraag van drie van zijn leden.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.

De notulen van de vergaderingen van de Raad van beheer worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de Raad van beheer en ondertekend door de voorzitter van de vergadering en ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad van beheer. De uittreksels of kopies van deze notulen, die door rechtbanken of andere instanties kunnen worden geëist, worden ondertekend door de voorzitter of door twee leden van de Raad van beheer.

De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

De stemming is enkel geldig indien twee derden van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en twee derden van de leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig zijn.

Een lid van de Raad dat verhinderd is kan schriftelijk een mandaat geven aan een van zijn collega's om hem te vertegenwoordigen, zonder dat een lid van deze Raad meer dan een afwezige collega kan vervangen.

### Artikel 10.-

De Raad van beheer delegeert aan de Werkgeversfederatie van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement **Verviers** de administratie van het Fonds. Zij verzekert het dagelijks beheer en voert de beslissingen uit die genomen zijn door de Raad van beheer.

### Artikel 11.-

De Raad van beheer onderzoekt en spreekt zich uit over de verslagen en de documenten die worden meegedeeld door de administrateur van het Fonds. De Raad van beheer heeft meer bepaald als taak:

- a) het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers bij het verstrijken van elk kalenderjaar voorstellen het cijfer van de bijdrage vast te stellen door dit paritair subcomité voor het volgende kalenderjaar als het afloopt. Daarom neemt de Raad van beheer enerzijds het volume van de vergoedingen in aanmerking die als basis dienen voor de berekening van de bijdragen en anderzijds de kosten van de sociale voordelen waarvoor het Fonds de dienst moet verzekeren, evenals de kosten van de administratiekosten;
- b) het Fonds beheren en alle nodige maatregelen nemen voor de goede werking ervan;
- c) het bedrag en de inningsmodaliteiten bepalen van de administratiekosten, evenals het evenredig bedrag van de jaarlijkse ontvangsten die dienen om deze te dekken;

- 4
- d) elk jaar, in de loop van de maand juni, een schriftelijk verslag voorleggen aan het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement **Verviers** over haar beheer van het afgelopen boekjaar.

#### Artikel 12.-

De leden van de Raad van beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van het Fonds.

Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat hen is toegekend.

#### Artikel 13.-

De gerechtelijke handelingen, zoals als eiser als verweerder, worden ondernomen uit naam van het fonds op vervolging en benaarding van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

De Raad van beheer kan bijzondere en bepaalde bevoegdheden aan een of meer van zijn leden overdragen of zelfs aan derden.

De handelingen van dagelijks beheer worden ondertekend door de personen die daartoe aangewezen zijn door de Raad van beheer.

Voor alle andere handelingen dan die waarvoor de raad bijzondere opdrachten heeft gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden.

#### Artikel 14.-

Het Fonds kan juridisch optreden voor de inning van de bijdragen en daarvoor laten overgaan tot bewarend en uitvoerend beslag, met inbegrip van de volgende Fondsen:

- Fonds voor aanvullende verzekering voor de textielnijverheid in Verviers;
- Paritaire compensatiekas voor de sociale instellingen van de textielnijverheid in Verviers.

#### Artikel 15.-

De Raad van beheer heeft de meest uitgebreide bevoegdheden voor de administratie en het beheer van de materiële en morele belangen van het Fonds, ongeacht deze gereserveerd voor het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, door de wet of door deze statuten.

De Raad van beheer mag namelijk hiervoor alle contracten en overeenkomsten sluiten en verlijden, alle roerende en onroerende goederen die nodig zijn om het sociaal doel te bereiken, kopen, verkopen, ruilen, verwerven, overdragen, huren en verhuren, alle leningen op korte of lange termijn aangaan, alle werkelijke rechten zowel op de roerende als onroerende goederen toestaan, zoals voorrechten, hypotheek, panden en andere, toestemmen in de dagelijkse uitwinning, handlichting verlenen van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen,



4

alsmede alle bevelen tot betaling, overschrijvingen, beslagleggingen of andere beletselen, met of zonder vaststelling van betaling, doen betekenen, afzien van de rechtsvordering tot ontbinding, alle directeurs of beampten, benoemen en afzetten, hun wedden en hun bevoegdheden vaststellen en, desnoods, hun borgstelling, alle huishoudelijke reglementen vastleggen, dadingen treffen en compromissen aangaan.

## Hoofdstuk VI.- Financiering.

### Artikel 16.-

De financiering van de aanvullende sociale voordelen gebeurt als volgt:

- a) voor de rechthebbende bruggepensioneerden tijdens de periode 1981-1985 door renteloze voorschotten ten laste van het Ministerie van Economische Zaken en door een werkgeversbijdrage; deze werkgeversbijdrage dekt tot 31 december 1985 1 pct. van de jaarlijkse uitgaven en wordt, vanaf 1 januari 1986, aangewend ter terugbetaling van de renteloze voorschotten;
- b) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1986 tot 31 december 1990, door de begroting van het Ministerie van Economische Zaken;
- c) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1990 tot 31 december 1990 door een werkgeversbijdrage van 0,20 pct. der brutolonen;
- d) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1990 tot 31 december 1990, door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,10 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 januari 1991, zodat de totale bijdrage bepaald in c) en d) 0,30 % bedraagt;
- e) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1992 tot 31 december 1992, door een aanvullende **werkgeversbijdrage** van 0,30 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 januari 1992, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d) en e) 0,60 % bedraagt;
- f) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1993 tot 31 december 1994, door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,35 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 juli 1993, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d), e) en f) 0,95 % bedraagt;
- g) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1995 tot 31 december 1996, door de werkgeversbijdrage van 0,95 % waarvan sprake in littera f) hierboven;
- h) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1997 tot 31 december 1998, door een aanvullende bijdrage van 0,40% van de brutolonen, geïnd vanaf 1 januari 1998, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d), e), f), g) en h) 1,35% bedraagt;



- 5
- i) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h);

Vanaf 1 januari 1999 gebeurt de berekening van het netto **referteloon** op basis van het normale loon aan 100 %.

- j) voor de nieuwe rechthebbenden, bruggepensioneerden tijdens de periode van 1 januari 2001 tot 31 december 2002, door de **werkgeversbijdrage** van 1,35 % waarvan sprake in littera h).

#### Artikel 17.-

- a) De renteloze voorschotten, waarvan sprake in artikel 16 a) worden trimestrieel en bij voorbaat op basis van een jaarlijkse begroting ter beschikking gesteld van het Fonds. De renteloze voorschotten dekken 99 % van de uitgaven die voortvloeien uit de uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 5.
- b) De werkgeversbijdragen voorzien onder artikel 16, a) worden volgens de bepalingen van artikel 16 geïnd en op het einde van ieder kalenderkwartaal op de rekening van het Ministerie van Economische Zaken gestort tot op het ogenblik dat de renteloze voorschotten terugbetaald zijn.

#### Artikel 18.-

- a) De werkgeversbijdrage bepaald in artikel 16, a) bedraagt 1 **pct.** van de jaarlijkse uitgaven die voortvloeien uit de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld bij artikel 5, ten aanzien van de rechthebbende bruggepensioneerden aangeduid in artikel 16, a). Zij is te berekenen op de **brutolonen** aan 100 %. De bijdragevoet wordt vastgesteld op 0,025 %.
- b) De werkgeversbijdrage van 0,025 % waarvan sprake in littera a) hierboven wordt trimestrieel geïnd door het Fonds en wordt berekend op de brutolonen van de vier kwartalen van het vorig jaar.
- c) De bijdrage waarvan sprake in artikel 16, h) wordt trimestrieel geïnd door het Fonds en wordt berekend op de brutolonen van het vorige kwartaal.

#### Artikel 19.-

- a) De bijdragen worden geïnd door het Fonds voor bestaanszekerheid van **Verviers**.

Het bedrag van de bijdragen wordt geïnd op de vier volgende data van elk jaar:

1 maart, 1 juni, 1 september en 1 december.

De verschuldigde bijdragen voor elk kwartaal moeten betaald worden door de werkgever uiterlijk op de laatste dag van het lopende kwartaal.

De verschuldigde sommen voor elk kwartaal moeten door de werkgever gestort worden bij een bank bepaald door de Raad van beheer.

- b) De werkgever bezorgt het Fonds, per kwartaal in binnen dezelfde termijn bepaald in het vorige artikel, een kopie van de aflossing van de kwartaalaangifte aan de **R.S.Z.**

Artikel 20.-

De bijdragen die niet betaald zijn bij het aflopen van de 30 dagen die volgen op de oproepdatum van het Fonds gericht aan de werkgever geven bovendien recht op een verhoging van 10 % op het bedrag van de verschuldigde bijdragen, verhoogd met een nalatigheidinterest van 10 % op hetzelfde bedrag, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling nodig is.

Zowel voor de inning van de bijdragen als voor de betaling van de sociale uitkeringen komt de verjaringstermijn overeen met deze die wordt toegepast door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Artikel 21.-

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag van de bijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

**Hoofdstuk VII- Begrotingen en rekeningen**

Artikel 22.-

De rekeningen van het Fonds, zullen jaarlijks ter plaatse worden nagezien door de inspectie van Financiën van het Ministerie van Economische Zaken en door de bevoegde diensten van dit Ministerie.

Het Fonds zal elk jaar vóór 28 februari de stand van de rekeningen voorleggen aan het Ministerie van Economische Zaken. De begroting van het volgend jaar zal vóór 31 december voorgelegd worden aan het Ministerie van Economische Zaken. Een herziening van de begroting is mogelijk vóór 1 juli.

Artikel 23.-

Het boekjaar begint op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 24.-

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorgelegd.

Artikel 25.-

Op 31 december worden de rekeningen van het afgelopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen op boekhoudkundig gebied voldoende omschreven te zijn.

**Hoofdstuk VIII.- Toezicht**

Artikel 26.-

De Raad van beheer, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

Artikel 27.-

De balans, samen met voornoemde schriftelijke jaarlijkse verslagen, dienen uiterlijk tijdens de maand juni ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorgelegd te worden.

**Hoofdstuk IX.- Vereffening**

Artikel 28.-

De in artikel 17 voorziene renteloze voorschotten worden terugbetaald door het Fonds. De terugbetaling zal jaarlijks gebeuren en begint na een periode van vijf jaar. Ze zal gelijk zijn aan de opbrengst van een bijkomende werkgeversbijdrage, die vanaf 1 januari 1986 zal geheven worden. De bijdragevoet van deze bijkomende bijdrage zal minstens gelijk zijn aan de gemiddelde bijdragevoet vastgesteld voor de jaren 1981 tot en met 1985.

**Hoofdstuk X.- Ontbinding**

Artikel 29.-

Het Fonds kan ontbonden worden bij eenparige beslissing van het Paritaire Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers nadat het zijn verplichtingen voortvloeiend uit de protocollaire overeenkomst van 17 maart 1981 tussen de werkgevers- en werknemersorganisaties, de Minister van Economische Zaken en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid tot toekenning van een aanvullende vergoeding door middel van een conventioneel brugpensioen en na terugbetaling van de in artikel 28 bedoelde voorschotten heeft vervuld.

Artikel 30.-

Ingeval bij de ontbinding van het Fonds gelden beschikbaar blijven, wijst het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers de vereffenaars aan en bepaalt hun bevoegdheden en bezoldiging.

Het overblijvend vermogen van het Fonds krijgt dan volgende bestemming:

De rechthebbende werklieden ontvangen vanaf de datum van het in vereffening stellen van het Fonds en tot volledige uitputting van het overblijvende vermogen van het Fonds, de aanvullende sociale voordelen vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in toepassing van artikel 5 van deze statuten.

Artikel 31.-

De partijen vragen dat deze statuten algemeen verbindend verklaard worden bij koninklijk besluit.

Gedaan te Verviers op 28 juni 2002